

Les Femmes, Moteurs Du Changement Au Moyen-Orient Et En Afrique Du Nord

[Share on twitter](#)[Share on facebook](#)[Share on favorites](#)[Share on email](#)[Share on print](#)[More Sharing Services](#)

Source: AWID

30/06/2011



DOSSIER DU VENDREDI : Les révolutions démocratiques qui ont récemment eu lieu en Tunisie et en Égypte et les soulèvements actuellement en cours en Libye, en Syrie, au Bahreïn et au Yémen reflètent les aspirations profondes des peuples. Ces soulèvements, baptisés « le printemps arabe[1] », suscitent des réactions diverses tant de la part des gouvernements que de la société civile.

Par Rochelle Jones

Qu'il s'agisse de gouvernements déchus, comme c'est le cas en Tunisie et en Égypte, ou de contestations civiles prolongées, comme celles observées en Libye, au Bahreïn, en Syrie et au Yémen, tous les soulèvements qui ont récemment éclaté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont eu pour dénominateur commun la violence de la répression exercée à l'encontre de la population civile afin de mettre fin aux expressions de mécontentement. Compte tenu de la diversité de chaque pays en matière de réalité locale et d'agendas religieux et politiques, les expériences ont été différentes. Cependant, la conviction généralisée qui est à la base du printemps arabe dans toute la région est que les peuples revendiquent le respect de leurs droits et libertés égaux et fondamentaux, sans aucune distinction, tels qu'énoncés dans la [Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies\[2\]](#).

S'il est vrai que les soulèvements ne portent pas spécifiquement sur l'égalité des sexes, les questions soulevées comprennent des dimensions sexospécifiques diverses et les femmes ont joué un rôle fondamental dans ce printemps arabe. Elles se sont exposées et ont mis en danger leurs proches pour défendre la démocratie tout en continuant de lutter contre les fortes dynamiques de l'inégalité des sexes dans leurs sociétés. Dans cet article, l'AWID passe en revue certains aspects de

ces soulèvements qui ont un impact sur l'égalité des sexes et les droits des femmes.

Les femmes impliquées dans les soulèvements

Chaque fois qu'il y a eu de l'agitation sociale, il y a également eu des femmes marchant en première ligne des manifestations, ainsi qu'en arrière-plan, pour élaborer des stratégies, s'organiser, utiliser le cyberspace pour susciter des changements. En Égypte, la présence des femmes a été très visible et soulignée par les médias. Il a été signalé que « les femmes ont joué un rôle décisif non seulement dans les manifestations sinon dans une grande partie de l'organisation pure et dure qui a fait de la place Tahrir plus qu'un moment, un véritable mouvement. Les femmes ont participé à l'organisation de la fourniture de nourriture, de couvertures, de l'estrade et de l'aide médicale [3] ». Les sites de communication sociale se sont avérés fondamentaux tant dans les premiers moments que pour maintenir l'élan des soulèvements. Les Égyptiennes, par exemple, ont pu échanger des informations et des liens par le biais de Twitter afin d'aider les manifestantes à se protéger des agressions sexuelles dans les rues[4]. Asmaa Mahfouz, une jeune activiste égyptienne aujourd'hui fameuse, a été reconnue[5] comme la personne ayant déclenché les manifestations massives de la place Tahrir, grâce à une vidéo créée sur [YouTube.com](https://www.youtube.com) mi-janvier qui appelait les jeunes à descendre dans les rues.

De même, une tunisienne, Lina Ben Mehenni, a été signalée comme étant l'une des premières à partager des informations sur les événements en Tunisie par le biais de tweets et de blogs[6]. Décrite comme une « révolution de la classe moyenne »[7](le PIB de la Tunisie est pratiquement le double de celui de l'Égypte), la tension latente qui y régnait a éclaté lorsqu'un jeune diplômé universitaire s'est immolé en pleine rue dans un acte désespéré. En Tunisie, les femmes jouissent d'une bonne éducation et d'un ensemble de droits impensable dans d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, tels que ceux établis dans le Code du statut personnel, qui garantit aux femmes le contrôle de la natalité, le droit à l'avortement et une rémunération égale, tout en interdisant la polygamie et le mariage des enfants[8]. La participation des femmes à la révolution tunisienne a été élevée. De même qu'en Égypte, elles ont lutté côte à côte avec les hommes, en tenant des pancartes et des banderoles et en exigeant la fin du régime autocratique.

Au Bahreïn, les femmes se sont réunies en nombre considérable à la place de la Perle pour manifester contre le régime. Elles « ont revendiqué leurs droits politiques et humains, réalisé des discours et récité de la poésie. Les femmes sont venues en aide aux blessés victimes de la répression exercée par les forces de sécurité Bahreïniennes et ont dénoncé aux médias les actes de brutalité commis à l'encontre des manifestants[9] ».

Au Yémen, où les forces de sécurité ont également tiré sur les manifestants et provoqué des morts, des milliers de femmes ont exprimé leur opposition aux propos tenus par le Président ayant déclaré anti-islamique que les femmes se joignent aux hommes dans les manifestations contre le gouvernement[10]. En Syrie, les actes de répression ont récemment tué plus de 30 manifestants et le nombre total de personnes tuées lors des manifestations serait supérieur à 800[11]. Les femmes ont envahi les rues en masse dans le cadre de manifestations exclusivement de femmes, prenant ainsi le risque d'être arrêtées, battues, humiliées et menacées. Face à la montée de la violence, « les femmes activistes ont organisé une manifestation, le Vendredi des femmes libres, afin d'exprimer leur solidarité vis-à-vis des personnes détenues ou assassinées. Les manifestations exclusivement de femmes dans des villes de tout le pays ont permis de faire connaître à l'extérieur les événements qui se déroulent en Syrie[12] ».

En Libye, en dépit de la violence de la guerre civile en cours et de l'intervention de l'OTAN, les femmes ont également fait preuve d'une participation active à la révolution. Les Libyennes ont élaboré des stratégies et se sont organisées dès les premiers jours dans la capitale rebelle de Benghazi afin de « travailler côte à côte avec les hommes pour maintenir la lutte des rebelles tout en continuant de faire marcher la société et l'économie et en assurant la visibilité des soulèvements. Les emplois principaux ont été supprimés et remplacés par un esprit de volontariat qui a conduit à la création de comités ad hoc et d'institutions démocratiques[13] ». En mars, les femmes sont également descendues dans les rues de Benghazi réagissant à l'arrestation d'Iman al-Obeidi par des gardes de sécurité, qui avait dénoncé à des journalistes étrangers à l'hôtel Rixos à Tripoli, le viol qu'elle avait subi de la part de 15 membres de la milice de Kadhafi[14].

«Un quart d'heure ne suffit pas pour faire évoluer la société[15]»

Deux vagues distinctes de soulèvements ont été identifiées au cours du printemps arabe[16]. La première vague, qui correspond aux révolutions tunisienne et égyptienne, s'est caractérisée par une non-violence

organisée et a eu pour résultat le renversement des gouvernements en une période de temps relativement courte.

En Tunisie et en Égypte, les droits des femmes vivent aujourd'hui un moment décisif. Les changements politiques s'accompagnent de diverses possibilités pour les femmes. Environ 20 pour cent des manifestants de la place Tahrir en Égypte étaient des femmes[17], qui ont marché côte à côte avec les hommes pendant 18 jours et sont parvenues à renverser un régime qui est resté au pouvoir pendant 30 ans. Cependant, lorsqu'un groupe de 300 femmes est retourné à la place Tahrir à l'occasion de la Journée internationale de la femme afin de revendiquer l'égalité des droits dans la nouvelle Égypte, celles-ci ont été attaquées par un groupe d'hommes qui les a forcées à quitter la place en leur exigeant de « rentrer à la maison, là où est leur place[18] ». À l'échelon gouvernemental, Essam Sharaf, le premier ministre égyptien, a nommé une seule femme à son cabinet et établi un comité chargé de la promotion de la femme. Les activistes des droits des femmes en Égypte ont exprimé leur préoccupation à cet égard et comparé cette mesure au système de quotas du régime précédent, qui n'a rien fait pour promouvoir l'autonomisation de la femme[19].

En Tunisie, lors d'un rassemblement postérieur à la révolution organisé par des groupes de femmes, des « voyous » ont perturbé la réunion de manière semblable pour crier « les femmes à la maison, à la cuisine[20] ». Compte tenu du fait que sous le régime de Zine El-Abidine Ben Ali, les femmes participaient à tous les niveaux de la société, ce type d'interventions suscite la crainte d'une régression en matière de droits des femmes ainsi que d'une montée du conservatisme ou de l'Islam politique comme conséquence de la révolution. Il a été suggéré que les lois controversées, telles que le droit égal au divorce adopté en 2000, pourraient prochainement subir la pression des législateurs islamistes[21].

La seconde vague correspond aux soulèvements survenus en Syrie, en Libye, au Yémen et au Bahreïn. Elle s'est caractérisée par une « forte répression du régime consistant dans l'utilisation de chars, de tireurs embusqués, de bulldozers et de gaz nocifs[22] » et les femmes paient aujourd'hui le prix de leur participation à ces soulèvements.

Il a été suggéré que la participation des femmes aux manifestations au Bahreïn a constitué un élément déclencheur de la répression exercée par le gouvernement[23]. Au début, les femmes se rendaient aux manifestations car il était évident que les autorités ciblaient leurs attaques physiques sur les hommes. Elles ont tiré profit de cette « impunité » relative à leur avantage[24], mais depuis la brutalité a augmenté et les femmes sont devenues des cibles physiques et

politiques, ce qui n'a fait qu'accroître leurs craintes. « Des milliers de femmes se retrouvent dans de minces conditions psychologiques du fait des menaces, des actes d'intimidation, de la crainte d'être blessées, détenues et de perdre leurs emplois et leurs études[25] ». Plus de 100 femmes ont été arrêtées au Bahreïn et le Centre des droits de l'homme du Bahreïn signale que de nombreuses femmes, membres des familles de personnes recherchées par les autorités, ont été agressées afin de forcer leurs proches recherchés à se rendre. Les femmes sont également victimes de harcèlement et d'humiliation aux postes de contrôle[26].

L'impact potentiel à plus long terme de la seconde vague de soulèvements sur les droits politiques, économiques et sociaux des femmes est incertain compte tenu des violations aux droits humains qui se produisent actuellement. Le futur de ces soulèvements ne sera peut-être pas déterminé exclusivement de l'intérieur de leurs propres frontières, comme démontré par l'intervention des États-Unis et de l'OTAN en Libye. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a autorisé en mars l'instauration controversée par l'OTAN d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, mais ce ne fut pas sans susciter des divisions internes entre les membres quant au rôle que devrait jouer l'OTAN[27]. Depuis lors, celle-ci a fait l'objet de critiques qui dénoncent l'utilisation de la rhétorique de l'intervention humanitaire comme façade visant à un changement de régime.

Le temps de l'unité

Lorsque l'on revient sur la « première vague » des soulèvements, on constate que les activistes des droits des femmes en Tunisie et en Égypte ont gagné du terrain et sont aujourd'hui confrontées à des défis intéressants. Après avoir mobilisé et élaboré des stratégies avec succès durant les révolutions, il leur faut maintenant continuer de lutter contre les barrières sexospécifiques qui demeurent. Les groupes des droits des femmes seront confrontés à l'examen de la population en ce qui concerne le degré d'occidentalisation des idéaux embrassés pour les femmes et pourraient également être accusés de semer des divisions avec leurs revendications pour les droits des femmes, à un moment où l'unité apparaît comme un facteur crucial.

Les pouvoirs politiques et économiques internationaux devraient jouer un rôle de premier ordre dans les résultats de la seconde vague de soulèvements, notamment en Libye et au Bahreïn, et dans les pays qui présentent un intérêt stratégique majeur pour ces pouvoirs (par exemple, la Libye suscite un intérêt considérable pour l'Europe et les États-Unis, avec leurs réserves de pétrole qui sont les plus riches d'Afrique). La complexité des différentes variables auxquelles sont confrontés les pays

de la « seconde vague » est malheureusement synonyme d'incertitude pour les femmes. Tant que chaque conflit n'aura pas été résolu de quelque forme que ce soit, par le biais d'une réforme ou d'une révolution, les activistes des droits des femmes devront continuer de faire ce qu'elles font depuis le début du printemps arabe : leur mieux.

[1]<http://english.aljazeera.net/indepth/opinion/2011/05/20115151582859118.html>

[2]<http://www.un.org/en/documents/udhr/index.shtml>

[3]<http://www.theage.com.au/world/the-arab-spring-20110512-1ekjh.html>

[4]<http://www.npr.org/2011/02/04/133497422/Women-Play-Vital-Role-In-Egypt-Uprising>

[5]<http://ipsnews.net/news.asp?idnews=54439>

[6]<http://www.ips.org/mdg3/women-lead-protests-in-egypt-tunisia-yemen-and-italy/>

[7]<http://www.hrw.org/en/news/2011/01/19/middle-class-revolution>

[8]<http://www.theaustralian.com.au/news/world/tunisian-women-fear-islamist-return/story-e6frg6so-1225993882511>

[9]<http://abna.ir/data.asp?lang=3&id=241423>

[10]<http://english.aljazeera.net/news/middleeast/2011/04/2011416162256587141.html>

[11]<http://www.reuters.com/article/2011/05/20/us-syria-idUSLDE73N02P20110520>

[12]<http://www.guardian.co.uk/world/2011/may/21/syria-women-unrest-repression>

[13]http://www.peacewomen.org/news_article.php?id=3296&type=news

[14]<http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/27/benghazi-woman-rape-and-detention>

[15] Citation de Power, Carla. 2011. "Thanks for the Revolution. Now go home". *Time* (177:13), 4 avril 2011, p.32. Également disponible sur :<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2059435,00.html>

[16]<http://english.aljazeera.net/indepth/opinion/2011/05/20115151582859118.html>

[17]http://www.huffingtonpost.com/2011/02/02/egypt-women-protests_n_817822.html

[18]<http://www.trust.org/trustlaw/blogs/the-word-on-women/women-look-at-the-new-egypt/>

[19]Power, Carla. 2011. "Thanks for the Revolution. Now go home". *Time* (177:13), 4 avril 2011, p.32.Également disponible sur: <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2059435,00.html>

[20]Power, Carla. 2011. "Thanks for the Revolution. Now go home". *Time* (177:13), 4 avril 2011, p.32.Également disponible sur: <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2059435,00.html>

[21]<http://www.muslimwomennews.com/n.php?nid=6244>

[22]<http://english.aljazeera.net/indepth/opinion/2011/05/20115151582859118.html>

[23]<http://abna.ir/data.asp?lang=3&id=241423>

[24]<http://www.theage.com.au/world/the-arab-spring-20110512-1ekjh.html>

[25]<http://abna.ir/data.asp?lang=3&id=241423>

[26]<http://www.bahrainrights.org/en/women>

[27]<http://english.aljazeera.net/programmes/insidestory/2011/03/2011325163931430727.html>

Note: Cet article fait partie de la série hebdomadaire des « Dossier de Vendredi (Friday File en anglais) », de l'AWID qui explore des thèmes et évènements importants à partir de la perspective des droits des femmes. Si vous souhaitez recevoir la lettre d'information hebdomadaire « Dossier du Vendredi », cliquez [ici](#).

Cet article a été traduit de l'anglais par Monique Zachary.